

**Analyse de l'évolution des performances du secteur agricole  
et du commerce extérieur des produits alimentaires  
en Algérie durant deux décennies : 2000-2019**

**Analysis of the evolution of agricultural sector performance  
and foreign trade in food products in Algeria  
over the two decades: 2000-2019**

**Sahali Nourredine<sup>1</sup>**

<sup>1</sup>Université Mouloud Mammeri, Tizi-Ouzou, [nouredinesahali@yahoo.fr](mailto:nouredinesahali@yahoo.fr)

Reçu le : 01-02-2021

Accepté le : 25-03-2021

**Résumé:**

*En Algérie, le secteur agricole a bénéficié d'une stratégie appliquée à partir de l'année 2000. L'objectif recherché est l'amélioration des capacités productives du pays et la réduction des importations pour la concrétisation de la sécurité alimentaire. Dans cet article, nous allons voir comment ont évolué les performances du secteur agricole et les importations alimentaires durant cette période. Les résultats enregistrés témoignent d'une amélioration des performances agricoles dans les principales filières de production. Cependant, le recours à l'importation pour combler le déficit en matière alimentaire n'a guère reculé. Bien au contraire, la facture alimentaire a progressé d'une manière significative et la structure des importations alimentaires est diversifiée davantage.*

**Mots clés:** Agriculture algérienne, production agricole, importation, facture alimentaire, filières de production.

**Jel Classification Codes:** O13, O 47, Q 17, Q 18

**Abstract:**

*In Algeria, the agricultural sector benefited from a strategy applied from the year 2000. The objective is to improve the country's productive capacities and reduce imports for the achievement of food security. In this article, we will see how the performance of the agricultural sector and food imports evolved during this period. The results recorded bear witness to an improvement in agricultural performance in the main production sectors. However, the use of imports to fill the food deficit has hardly declined. On the contrary, the food bill has increased significantly and the structure of food imports is more diversified.*

**Keywords:** Algerian agriculture, agricultural production, import, food bill, production chains.

**Jel Classification Codes :**O13, O47, Q17, Q18

---

<sup>1</sup> **Auteur correspondant:** Sahali Nourredine, [nouredinesahali@yahoo.fr](mailto:nouredinesahali@yahoo.fr)

**Introduction:**

*La mise en œuvre de la stratégie agricole (PNDAR) au début de ce millénaire (2000), est venue pour concrétiser la volonté des pouvoirs publics de mettre à niveau le secteur agricole qui a souffert pendant longtemps du manque de considération. Cette stratégie est orientée vers la prise en charge de l'activité agricole dans le cadre des filières de production. Pour ce faire, pour chaque filière une liste des actions à promouvoir est adoptée permettant son financement à travers les subventions publiques. Le financement public des investissements programmés dans le cadre de cette politique est passé par la création des fonds spéciaux de trésor (FNRDA, FNDIA, etc.) ( Sahali et al, 2016). Plusieurs objectifs sont recherchés par cette politique, tels que : l'amélioration des rendements, l'augmentation des capacités productives, la réduction des importations alimentaires, etc. Néanmoins, ces objectifs concourent à la réalisation de la sécurité alimentaire du pays.*

*Par ailleurs, la crise alimentaire mondiale de 2008, a mis en exergue la nécessité pour l'Etat de prendre davantage l'activité agricole. Les répercussions de cette crise ont favorisé l'apparition d'une nouvelle politique (PRAR), fondée essentiellement sur un recentrage de la politique précédente vers les filières stratégiques, particulièrement les filières céréale et lait. Pour rendre compte des évolutions connues dans le domaine agricole durant cette période, nous allons essayer de répondre à la question principale suivante : Comment ont évolué les performances du secteur agricole et quelles sont leur répercussions sur le plan du commerce extérieur des produits alimentaires ?*

*Notre méthodologie de recherche est fondée sur l'analyse des données collectées au niveau des organismes publics (CNIS, MADR, etc.). Cette analyse, nous a permis de structurer notre travail en trois Points : un éclairage sur les performances de l'agriculture algérienne, l'évolution des importations alimentaires et leur structure et enfin les exportations agricoles.*

**1. Evolution des performances du secteur agricole**

Pour apprécier les performances du secteur agricole, nous avons abordé, en premier lieu, les indicateurs relatifs au taux de croissance et de la valeur ajoutée agricole. Ensuite les réalisations des filières stratégiques (céréales et lait) sont analysées.

**2.1. Aperçu sur le taux de croissance et de la valeur ajoutée agricole**

La croissance de la production agricole est positive durant toute la période passant de 3,82 % en 2000 à 6,1 % en 2019. Cependant, la caractéristique la plus importante est les variations,

parfois très sensibles, enregistrées d'une année à une autre. A titre d'exemple, en 2010, le taux de croissance était de l'ordre de 4,1% et l'année d'après celui-ci a atteint 11,6%, ce qui signifie que le taux de croissance a plus que doublé. Le cas similaire s'est produit inversement entre les années 2013 et 2014, où le taux de croissance est passé de 8,2 % à seulement 2,5 %. Ces fluctuations reflètent les variations des conditions climatiques.

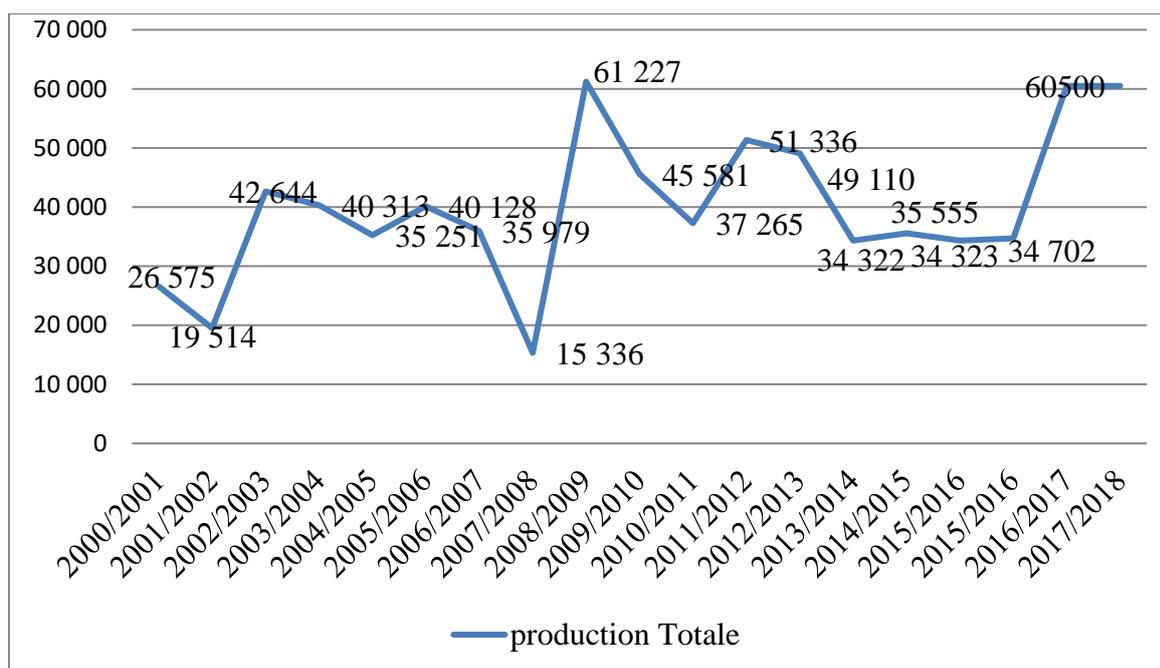
En parallèle, la valeur ajoutée agricole a connu une évolution continue, pendant cette période comme le montre le tableau N°1, passant de 322 milliards DA en 2000 à 3482 milliards DA en 2019. Ce qui signifie que la valeur ajoutée s'est multipliée par 10 en l'espace de deux décennies et le taux de croissance moyen de celle-ci est de 5%. Néanmoins, l'analyse montre que des fluctuations, même positives, sont enregistrées où des pics sont réalisés entre 2010 et 2012, passant successivement de 1362 milliards DA à 2223 milliards DA. Au moment où une faible évolution est enregistrée entre 2015 et 2017, passant 2914 milliards DA à seulement 3060 Milliards DA.

.

De même, la part de la valeur ajoutée agricole dans le PIB, est passée de 8,4% en 2000 à 12,4% en 2019 (tableau N°6 en annexe). En revanche, l'analyse de l'évolution de la valeur ajoutée pendant cette période a révélé l'existence de trois étapes distinctes entre ces deux dates. La première, débute de 2000 à 2004, dans laquelle la valeur ajoutée était autour de 9% par année. Néanmoins, à partir de 2005 à 2012, nous avons enregistré une baisse sensible dans la place de la valeur ajoutée. Ce recul est le résultat de l'amélioration de la fiscalité pétrolière, produite à son tour de l'augmentation très importante des cours sur le marché international. Enfin, la dernière étape coïncidant avec le recul des recettes pétrolières de 2014 jusqu'à 2019. La part de la valeur ajoutée est en nette progression, passant de moins de 10% à plus de 12 % par année, permettant au passage au secteur de se hisser à la troisième place.

## **2.2. Evolution de la filière céréaliculture**

Nous accordons un regard particulier sur l'évolution de la production, de la superficie cultivée ainsi que les rendements enregistrés. Les données y afférents sont retracées dans la figure ci-dessous.

**Figure N° 1: Evolution de la production céréalière 2000-2018 en 1000 Qx**


**Source :** Réalisé par nous-mêmes à partir des données du MADR, série B, 2000 à 2018.

La filière céréaliculture constitue une filière stratégique, au regard de sa mission consistant à produire l'alimentation de base pour la population. De ce fait, elle occupe une surface agricole très importante<sup>2</sup> ou la moitié des exploitations agricoles (700 000) exercent cette culture (Bessaoud 2016). Sur le plan de la politique agricole, elle est au centre des préoccupations des pouvoirs publics. Cet intérêt s'est traduit par des financements multiples : crédits bancaires et soutiens publics, favorisant une production en intensive. Durant la première décennie 2000 plus de 30%, en moyenne annuelle de subventions dans le cadre du FNRDA, lui sont accordées.

La production totale des céréales a progressé passant de 26,57 millions de quintaux en 2000 à 35,98 millions de quintaux en 2007 pour atteindre 61,23 millions de quintaux en 2009 (tableau N°7 en annexe). Cependant, l'année 2008 est caractérisée par une production médiocre de l'ordre de 15,34 millions de quintaux. La moyenne décennale pour 2000 était de l'ordre de 36,26 millions de quintaux. Alors que la superficie cultivée en moyenne était de l'ordre de 2,56 millions d'hectare, ce qui nous donne un rendement moyen annuel décennal de 16,11 Qx /Ha. Durant la deuxième décennie, la production est passée de 45,8 millions de quintaux en 2010 à 51,4 millions de quintaux en 2012 et une production record de 60,5

<sup>2</sup>Les terres réservées annuellement à la céréaliculture s'élèvent à plus de 1/3 de la SAU et si on lui rajoute 1/3 des terres laissées en jachère qui lui associé, la surface augmentera jusqu'à 2/3 de la SAU.

millions de quintaux en 2018. Ces résultats nous donnent une production moyenne annuelle de 44 millions de quintaux et une superficie moyenne de 2,8 millions Ha et un rendement moyen de 17 Qx/ha. Nous pouvons déduire que les indicateurs de la céréaliculture sont améliorés comparativement aux décennies précédentes. A titre d'exemple, la production moyenne durant la décennie 1990 était de l'ordre de 22,5 millions de quintaux. Elle est passée à 36,26 millions de quintaux durant la première décennie 2000 et enfin elle a atteint 44 millions de quintaux lors de la dernière décennie. En ce qui concerne les rendements, une nette évolution est enregistrée passant de moins de 10 Qx/Ha durant la décennie 1990 à 16 Qx/Ha durant la décennie 2000-2010 et 18Qx/ Ha durant la dernière décennie. En l'espace de 20 ans les rendements ont presque doublé, ce qui dénote l'effort déployé pour atteindre ces résultats.

Par ailleurs, la politique agricole récente a pris en charge l'extension de la superficie en irriguée (irrigation d'appoint). Malheureusement, les réalisations dans ce domaine ne sont pas probantes. Elles sont passées de 60 240 ha en 1999 à 95 536 ha en 2014 ; celles-ci ont atteint successivement 81 861 ha et 90 428 ha l'année 2006 et 2009(Bessaoud, 2017). Enfin, la politique des prix appliqués ces dernières années (alignement des prix locaux sur les prix appliqués sur le marché mondial) encourage les professionnels à opter pour ce créneau.

### **2.3. La production locale de lait cru : une offre en nette progression**

La production de lait cru a connu une évolution très importante durant la période d'analyse. Celle-ci, est passée durant la première période 2000-2008, de 1,5 milliard litres en 2000 à 2,2 milliards litres en 2008 soit une progression de la quantité produite de l'ordre de 647 millions, soit 40%. En moyenne annuelle une augmentation de 80 millions litres est enregistrée soit une progression de 5% par année.

**Tableau N°1 : Evolution de la production laitière 2000-2017. U : 10<sup>6</sup> L**

<b>Année</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>
<b>Quantité produite</b>	1 586	1 637	1 544	1 610	1 915	2 092
<b>Année</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>
<b>Quantité produite</b>	2 244	2 218	2 233	2 448	2 632	2 926
<b>Année</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
<b>Quantité produite</b>	3 088	3 368	3 548	3 753	3 600	3 520

**Source :** Construit par nous même sur la base des données collectées auprès du MADR, Série E, 2000-2017 et données de l'ONIL de 2009-2017.

Durant la période 2009-2015, une évolution remarquable est plus significative à la première période. La production est passée de 2,4 milliards en 2009 à 3,7 milliards en 2015. Le taux de croissance annuel a presque doublé, passant de 5 % durant la première période à presque 10%. Cette évolution positive correspond à la mise en place des mesures de soutien dans le cadre de programme de la filière lait, venues comme réponse à la crise alimentaire mondiale de 2008. L'année 2015, a enregistré la quantité la plus élevée de production laitière de toute la période d'analyse avec la quantité de 3,7 milliards.

Cependant, les deux dernières années ont enregistré une baisse des quantités produites. Cela est expliqué par le renchérissement des facteurs de production, notamment les produits importés, ce qui a rendu les conditions d'élevage plus contraignantes, malgré les décisions prises en faveur de cette filière, suite au mouvement de contestation des producteurs laitiers, réclamant une révision des mesures de soutien appliqué jusqu'ici. Ces mesures n'ont pas apporté des solutions escomptées. C'est dans cet esprit qu'il faut analyser les dernières performances réalisées.

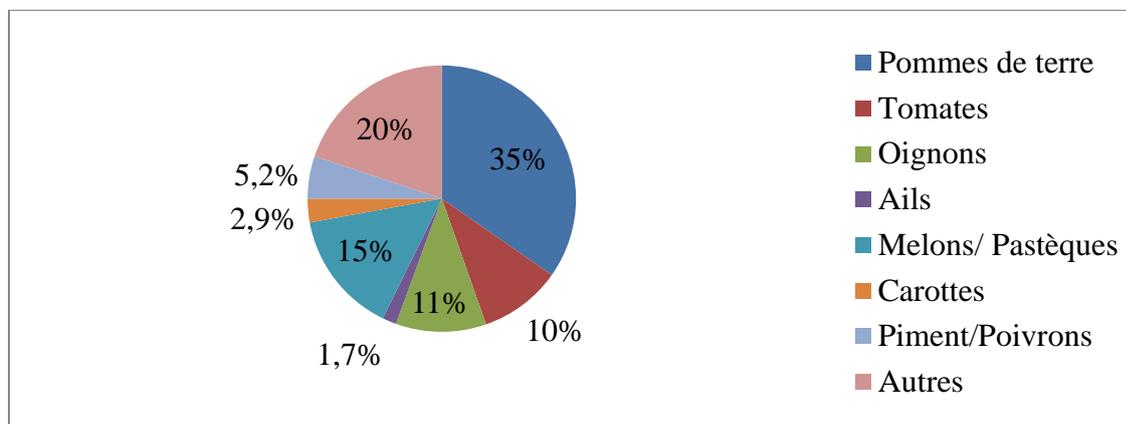
Au total, la production laitière en l'espace de quelques années est multipliée par 2,3 passant de 1,5 milliard en 2000 à 3,5 milliards en 2017 (ONIL, 2018). Nonobstant, ces résultats encourageants, la production locale ne couvre qu'une partie réduite de la consommation nationale, eu regard de la demande qui ne cesse de progresser.

#### **2.4. Les cultures maraichères: concrétisation d'une intensification agricole**

Les cultures maraichères ont connu une progression très significative sur le plan des superficies cultivées, des rendements ainsi que la production. En effet, la superficie a plus que doublé passant de 277,4 mille ha en 2001 à 533,2 mille ha en 2019. La même tendance est observée au niveau des rendements. Ces derniers sont en progression passant de 121,2 Qx/Ha en 2001 à 275,1 Qx/Ha en 2019, cela est dû à la réussite de l'intensification dans ce domaine. Le constat est nettement meilleur au niveau de la production qui est passée de 33,6 millions Qx en 2001 à 95,7 millions Qx en 2011 pour atteindre presque 146,7 millions Qx en 2016, enregistrant ainsi un accroissement de 336,6 %. Les facteurs qui sont à l'origine de ces performances sont liés à ce que nous avons évoqué précédemment (superficie et rendement) et l'extension de la superficie en irriguée. Le développement de l'agriculture saharienne constitue un autre facteur de réussite.

Par ailleurs, les cultures maraichères sont composées de plusieurs espèces, tomates, oignons, ails, melons et pastèques. Néanmoins la pomme de terre constitue la culture la plus importante. Le graphique N02 illustre, pour l'année 2019, la part de chaque espèce des cultures maraichères.

**Graphique N°2 : Répartition des espèces maraichères par production en 2019**



**Source :** Constitué par nous même sur la base des données du MADR, série B, 2019.

La pomme de terre est considérée comme un produit de large consommation, ce qui explique son évolution positive durant la période d'analyse. A cet effet, son importance dans la structure des produits maraichers ne cesse de prendre de l'ampleur. En termes de production elle a connu une augmentation très importante. Celle-ci est passée de 9,6 millions de quintaux en 2001 à 49,3 en 2013 et enfin 50,2 en 2019. Le taux d'accroissement enregistré durant la période est de 422%. La part relative de la pomme de terre dans le total des productions maraichères a enregistré aussi une amélioration. Pour preuve en 2001, la pomme de terre représente 29% dans le total des cultures maraichères et en 2019 celle-ci représente 35%. Ces résultats positifs sont le fruit de l'encouragement de l'Etat particulièrement en ce qui concerne : la réalisation des chambres froides pour stockage, la protection des revenus des agriculteurs par l'introduction de « syrpalac » et le soutien apporté pour l'agriculture saharienne.

## 2. Evolution de la balance commerciale et l'importation des produits agricoles

Dans ce qui suit nous abordons, l'évolution de la balance commerciale, de la facture alimentaire et enfin des principaux produits alimentaires importés.

### 3.1. La balance commerciale : après une situation excédentaire, le déficit est devenu préoccupant

Depuis le début de ce millénaire, l'économie algérienne a connu une certaine relance dans son activité, grâce au redressement des cours du pétrole sur le marché mondial. Le prix moyen passe de 17.5 dollars le baril à 47.6 dollars le baril sur la période 1990-1999. Durant la première décennie 2000 il atteint plus de 100 dollars. Cependant, à partir de 2014 les prix ont connu une chute très importante, ce qui a affecté les recettes publiques et les rentrées de devises. Le tableau retrace cette évolution au plan du commerce extérieur.

**Tableau N°2:** Evolution des exportations, des importations et le solde de la balance commerciale entre 2000 et 2017 (millions de dollars)

<b>Année</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>
Exportations (CAF)	22 031	19 132	18 825	24 612	32 083	46 001
Importations (FOB)	9 173	9 940	12 009	13 534	18 308	20 357
Balance commerciale	12 858	9 192	6 816	11 078	13 775	25 644
<b>Année</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>
Exportations (CAF)	54 613	60 163	79 298	45 194	40 473	73 489
Importations (FOB)	21 456	27 631	39 479	39 294	57 053	47 247
Balance commerciale	33 157	32 532	39 819	5 900	-16 580	26 242
<b>Année</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
Exportations (CAF)	71 866	65 917	60 061	34 668	30 026	35 191
Importations (FOB)	50 376	55 028	58 580	51 702	47 089	46 059
Balance commerciale	21 490	11 065	1 481	-17 034	-17 063	-10 868

**Source :** Constitué par nous même a partir des données de douanes, Rapports CNIS, 2000 à 2017.

La lecture de ce tableau, nous permettent de constater que les recettes d'exportation des hydrocarbures ont connu une augmentation très importante, passant de 21.2 milliards en 2000 à 46 milliards en 2005 à presque 80 milliards en 2008 et 73 milliards en 2012. Depuis 2014, les recettes ont baissé sensiblement passant de 60 milliards en 2014 à 34,6 milliards en 2015 à seulement 30 milliards en 2016 et enfin 35 milliards en 2017. Ces rentrées de devises, s'élevant au total à 813,6 milliards pour toute la période, émanant en grande partie des exportations des hydrocarbures à hauteur de 97% ont permis aux pouvoirs publics de mettre en place des programmes d'investissements favorisant particulièrement : les infrastructures de base (routes, ponts, barrages, aéroports,..) et le logements sous différentes formes( AADL, Rural, Sociaux, participatif,...). En parallèle, les dépenses de fonctionnements ont connu une augmentation très importante liée : au recrutement dans la fonction publique, à la

revalorisation des salaires, à l'importance des transferts sociaux, à la subvention accordée pour les produits de large consommation, etc.

Par ailleurs, les importations ont connu une augmentation presque continue durant la même période, passant de 9 milliards en 2000 à 20 milliards en 2005 pour atteindre 39 milliards en 2009. L'année 2010, enregistre une somme exorbitante de l'ordre de 57 milliards ce qui représente une augmentation de 50% par rapport à 2010 est plus de 520% par rapport à l'année 2000. Cette situation coïncide avec le lancement d'un programme économique quinquennal 2010-2014 pour une enveloppe de 274 milliards de dollars. A cet effet, la facture des importations est restée élevée, dépassant le montant de 50 milliards par année pour toute cette période jusqu'à 2015. Il est à signaler aussi que le record en termes d'importations est réalisé durant l'année 2014 avec 58,6 milliards et le total des importations s'élève à 624,32. La chute brutale des cours du pétrole à amener les pouvoirs publics à mettre en place des mesures permettant la réduction des dépenses publiques et des importations. Ces mesures consistent à sursoir à la concrétisation de plusieurs projets initialement prévu et l'établissement d'une liste de produits prohibés à l'importation (évolue dans le temps).

Nonobstant de ces mesures, la facture des importations demeure toujours très élevée puisqu'elle est de l'ordre de 47 milliards et 46 milliards, successivement, pour l'année 2016 et 2017. De ce fait, le déficit de la balance commerciale est devenu chronique de 2015 à 2020. Le montant du déficit était de l'ordre de 17 milliards successivement pour l'année 2015 et 2016. Enfin, pour l'année 2017, le déficit est ramené à presque 11 milliards. Le financement des déficits engendrés par la baisse des recettes pétrolières, de l'inefficacité des mesures prises à l'importation et de plusieurs comportements frauduleux (la presse à rapporter plusieurs cas de surfacturation et de scandale financier : Sonatrach 1 et Sonatrach 2, etc.), n'est possible que grâce au recours aux réserves de change. Cependant, en l'espace de 4 années le montant des réserves est passé de 200 milliards à moins de 50 milliards en l'année 2020. Ce constat amer nécessite une meilleure réflexion sur les voies et moyens pour d'un côté, juguler la facture des importations par la disponibilité d'une volonté politique et des mécanismes stricts et de l'autre côté, par la diversification de l'économie permettant au pays de sortir de l'engrenage des exportations des hydrocarbures.

### **3.2. La place des importations des biens alimentaires dans les importations globales**

Pour mieux cerner la question de la sécurité alimentaire nous allons traiter dans ce point l'évolution des produits alimentaires et leur place dans le total des importations ainsi que la structure des principaux produits importés.

**Tableau N°3** : Evolution des importations alimentaires, 2000-2017 (millions de dollars)

<b>Année</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>
Alimentaires (1)	2 415	2 395	2740	2 678	3 597	3 587
Totales(2)	9 173	9 940	12 009	13 534	18 308	20 357
Rapport (1)/(2)%	26.32	24.29	22.82	19.78	19.65	17.62
<b>Année</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>
Alimentaires (1)	3 800	4 954	7 813	5 863	6 058	9 850
Totales(2)	21 456	27 631	39 479	39 294	40 473	47 247
Rapport (1)/(2)%	17.71	17.93	19.79	14.92	14.97	20.85
<b>Année</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
Alimentaires (1)	9 022	9 580	11 005	9 316	8 223	8 437
Totales(2)	50 376	55 028	58580	51 702	47 089	46 059
Rapport (1)/(2)%	17.91	17.41	18.79	18.02	17.46	18.36

**Source** : Constitué par nous même a partir des données de douanes, Rapports CNIS, 2000 à 2017.

La facture alimentaire ne cesse d'augmenter passant de 2,4 milliards en 2000 à presque 5 milliards en 2007. L'année 2008, connaît une augmentation très importante puisque la facture atteint pour la première fois presque 8 milliards enregistrant ainsi un accroissement de 58% par rapport à l'année 2006 et plus de 223% par rapport à 2000. La crise alimentaire mondiale, caractérisée par une augmentation très importante des prix des biens alimentaires, est à l'origine de cette situation. Des mesures urgentes sur le plan de la politique agricole ont été prises afin de favoriser la production locale dans la filière des céréales et lait. L'année 2009 et 2010, ont connu une baisse dans la facture alimentaire puisque elle avoisine 6 milliards annuellement. Ensuite un autre cycle d'augmentation de la facture est constaté de 2011 à 2015, elle varie autour de 9 milliards annuellement, exception faite pour l'année 2011 où elle atteint un record de plus de 11 milliards jamais connu. Enfin l'année 2016 et 2017, ont connu une baisse significative où la facture est ramenée à 8 milliards annuellement, et cela suite à la baisse des prix sur le marché mondial et la restriction de la liste des importations de certains produits alimentaires.

La place de la facture alimentaire dans la facture globale en termes de pourcentage varie entre 26,3% en 2000 à 18,3 en 2017. L'année 2009 et 2010, ont enregistré le taux le plus bas de la période avec moins de 15%. En général, la tendance était baissière suite à l'augmentation de la facture totale induite par les investissements contenus dans les programmes successifs. La facture alimentaire totale de la période s'élève à 111,33 milliards

ce qui nous donne une facture annuelle moyenne de l'ordre de 6 185,20 et d'un taux de 17,84 % par rapport à la facture totale.

L'analyse par décennie mis en exergue une grande évolution puisque pour la première décennie 2000, la facture annuelle moyenne était de l'ordre de presque 4 milliards (3,984 milliards), alors que durant cette deuxième décennie la facture moyenne annuelle s'élève à presque 9 milliards (8,937 milliards), ce qui signifie que celle-ci à plus que doublée, puisque le taux de progression est de 125%, en l'espace d'une décennie. En terme relative la facture alimentaire représente en moyenne 18,87% de la facture totale pour la première décennie et 17,30 pour la deuxième décennie.

### 3.3. Evolution de l'importation des principaux produits: Céréales / Lait

Nous allons traiter dans ce point les principaux produits alimentaires importés. Ainsi, une attention particulière est accordée à l'analyse des céréales et laits.

**Tableau N°4 :** Evolution des importations des céréales et laits dans les importations totales des biens Alimentaires 2000/2019 (U : millions \$)

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total Alimentaires	2 415	2 395	2740	2 678	3 597	3 587	3 800
Céréales	1 000	1 000	1 300	1 100	1 400	1 400	1 300
Laits et dérivés	374	484	448	455	745	674	640
Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total Alimentaires	4 954	7 813	5 863	6 058	9 850	9 022	9 580
Céréales	1 900	4 000	2 300	1 900	4 000	3 200	3 300
Laits et dérivés	979	1 166	800	903	1 364	1 094	1 073
Année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Total Alimentaires	11 005	9 316	8 223	8 437	8 573	8 072	7 360
Céréales	3 600	3 500	2811	2 774	3064	2 706	2 423
Laits et dérivés	1 799	1 002	985	1 409	1 401	1 245	1 163

**Source :** Réalisé par nous-mêmes à partir des rapports CNIS, 2000 à 2020. (11mois de 2020)

L'analyse de la structure des importations illustre clairement la place de choix qu'occupent les céréales. Le montant consacré pour les céréales, particulièrement le blé tendre et le maïs, varie de 1 milliard en 2000 à 1,9 milliard en 2007 pour atteindre un pic de 4 milliards en 2008. Ce pic est le résultat d'un double événement, le premier est lié à la sécheresse qu'a connu le pays, ce qui a provoqué une production des plus bas pour toute la période avec seulement 15

millions de quintaux et le deuxième est lié à l'augmentation des prix sur le marché mondial. En moyenne annuelle, la facture des céréales, pour la première décennie était de l'ordre de 1,87 milliard ce qui représente 46% du totale de la facture.

La deuxième décennie est entamée, en 2010, avec une facture des céréales de l'ordre de 1,9 milliard et en 2012 un deuxième pic est enregistré avec le même montant que celui de 2008 à savoir 4 milliards et pratiquement pour les mêmes raisons. Par la suite le montant s'est stabilisé autour de 3,5 milliards en moyenne de 2012 à 2015. Enfin la facture est au-dessous de la barre de 3 milliards pour l'année 2016 et pour l'année 2017. La moyenne annuelle pour la deuxième décennie est de 3,14 milliards ce qui représente une augmentation de 68% par rapport à la première décennie. Néanmoins la place de des céréales est en nette régression durant cette décennie puisqu'elle représente 35% du totale. En somme, une facture de presque 44 milliards est déboursée pour les céréales durant la période ce qui représente près de 40% de la facture alimentaire totale.

Le deuxième produit importé est le lait et ses dérivés. Le montant réservé pour ce produit est passé de 374 millions en 2000 à 745 millions en 2004 pour atteindre 1,17 milliards en 2008. En moyenne pour la première décennie, un montant de 676,5 millions est dépensé annuellement. A partir de 2011, une enveloppe de plus de 1 milliard est consacrée chaque année avec un maximum de 1,8 est enregistré en 2014. En moyenne, une enveloppe de 1,2 milliard de dollars par année est dépensée durant la deuxième décennie. La comparaison entre les deux décennies nous permet de constater une augmentation de l'ordre de 78% durant la deuxième décennie. Au total une enveloppe de 16,4 milliards est dépensé durant la période ce qui représente une moyenne de 14,74%.

### **3. Exportations des produits agricoles et leur structure**

La stratégie des pouvoirs publics est fondée, en plus de l'encouragement de la production locale, sur les tentatives de diversifications des exportations du pays. Nous abordons dans ce point l'évolution des exportations des produits agricoles pour mesurer leurs apports en matière de recettes en devises. Deux points seront traités à savoir : l'évolution des exportations agricoles dans la structure des exportations globales et la structure des exportations agricoles.

#### **4.1. Exportations des produits agricoles : une place marginale**

Les exportations de produits agricoles sont faibles en valeur et surtout sont sporadiques.

**Tableau N°5** : Evolution de l'exportation des produits agricoles

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations(CAF)	19 132	18 825	24 612	32 083	46 001	54 613
Exportations de P.A	28,70	43,71	51,88	61,70	70,50	88,03
% dans totales	0,15	0,23	0,21	0,19	0,15	0,16
Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Exportations(CAF)	60 163	79 298	45 194	40 473	73 489	71 866
Exportations de P.A	98,63	127,48	<b>116,32</b>	<b>319,93</b>	<b>358,82</b>	<b>320,01</b>
% dans totales	0,16	0,16	0,26	0,56	0,49	0,45
Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Exportations(CAF)	65917	60 061	34 668	30 026	35 191	38 871
Exportations de P.A	<b>405 ,25</b>	<b>325,96</b>	<b>237,32</b>	<b>331,01</b>	<b>352,29</b>	<b>373</b>
% dans totales	0,61	0,54	0,68	1,10	1,00	0,96

**Source** : Réalisé par nous-mêmes à partir des données de douanes, Rapports CNIS, 2000 à 2017. (NB : P.A. produits agricoles).

La lecture de ce tableau confirme bien la part très marginale des exportations agricoles durant la période d'analyse de 2000 à 2017. Cependant, nous pouvons distinguer deux principales étapes. La première est marquée par une très faible participation des produits agricoles dans l'exportation, elle s'étale de 2000 à 2009. Par contre la deuxième étape, enregistre des améliorations, elle commence de 2010 à 2017.

En effet, la première étape est caractérisée par une très faible part des exportations agricoles dans le volume global des exportations. Le volume financier n'a dépassé guère le montant de 100 millions de dollars par année de 2000 à 2007. Ce n'est qu'en 2008, et pour la première fois, que ce montant a atteint 127 millions de dollars. En termes de pourcentage, durant cette première étape, le volume financier varie dans une fourchette allant de 0,15% à 0,26%. Cette faiblesse peut être expliquée par la rigidité de l'offre agricole au niveau local, ce qui réduit sensiblement toute velléité d'exportations( Sahali et al, 2019).

Toutefois, à partir de 2010 une amélioration est enregistrée, sans pour autant réalisé des performances appréciables. Le volume financier, pendant cette deuxième étape à dépasser les 300 millions de dollars par année, et même plus de 400 millions de dollars en 2013. En termes de pourcentage, les exportations agricoles représentent une part qui varie entre 0,56 % à 1,10 %. Les deux dernières années, 2016-2017, ont connu un seuil dépassant 1%. Cela est le

résultat de l'amélioration de la production agricole, mais aussi des dispositions appliquées favorisant la diversification des exportations hors hydrocarbures, dans la perspective de combler le manque à gagner généré par la chute des cours de pétrole. Malgré, cette évolution positive, puisque le volume financier des exportations a enregistré un accroissement de plus 1000% entre 2001 et 2017 et plus de 200% entre l'année 2009 et l'année 2017, le volume des exportations agricoles reste toujours faible. Celui-ci, pour l'année 2017 ne couvre que moins de 5% des importations alimentaires pour la même année.

#### **4.2. La structure des exportations des produits agricoles**

L'analyse de la structure des exportations agricoles, pour l'année 2017, confirme la diversité dans la composition des produits agricoles exportés. Néanmoins, les quantités exportées et leurs valeurs financières restent pour une grande partie des montants insignifiants.

Nous pouvons classés ces produits exportés en trois (3) strates, la première strate concerne les produits dépassant en valeur 20 millions de dollars, la deuxième concerne les produits ayant une valeur plus de 1 million de dollars et enfin la troisième concerne la catégorie de produits de moins 1 million de dollars.

En ce qui concerne la première catégorie, le premier produit exporté en termes de valeur et de volume, incontestablement, est le sucre. Celui-ci est exporté par l'entreprise CEVITAL, qui détient le monopole sur le marché des huiles et sucre. Le montant exporté s'élève à 225 millions de dollars pour une quantité de 499 milles tonnes. Le deuxième produit dans la structure des exportations est les dattes avec une somme de 51 millions de dollars pour une quantité de 46 milles tonnes. Alors que les eaux minérales et gazéifiées ainsi que les mélasses, viennent en troisième et quatrième place avec successivement 25 millions et 22 millions de dollars.

Quant à la deuxième catégorie, elle est composée de 10 produits dépassant un millions de dollars, nous retrouvons, seulement les caroubes et graines de caroubes ainsi que les huiles de Soja qui ont une valeur de 8 millions et 7 millions.

Enfin pour la dernière catégorie de produits ne dépassant pas en valeur 1 million, nous avons recensé pas moins de 17 produits. Parmi eux, nous pouvons citer : la pomme de terre, les yaourts, le thon, œufs d'oiseaux, etc.

## 5. Conclusion

*Le secteur agricole en Algérie, au regard de ce que nous avons développé dans cet article, a enregistré, durant la période d'analyse 2000-2019, des performances appréciables sur le plan des indicateurs du secteur ainsi que sur le plan de certaines filières de production. En effet, la croissance du secteur est supérieure à la croissance de l'économie nationale. La valeur ajoutée a connu une évolution croissante passant de 322 milliards de DA en 2000 à 3 482 milliards de DA en 2019. De même, la place de la valeur ajoutée agricole a enregistré une amélioration passant de 8,4 % en 2000 à 12,4 % en 2019.*

*En parallèle, toutes filières de production agricoles ont connu une évolution positive, à la fois pour les filières stratégiques ou pour les autres filières. Ainsi, la filière céréaliculture qui occupe la principale superficie agricole en Algérie, a obtenu des quantités produites et des rendements meilleurs. Pour la production elle est passée de moins de 26 millions de quintaux en 2000 à une moyenne de 44 millions de quintaux durant la dernière décennie. Le même constat est réalisé en ce qui concerne les rendements puisque ces derniers sont passés de moins de 10 Qx/ha en 2000 à presque 20 Qx/ha en 2019. La deuxième filière stratégique analysée est le lait et ses dérivés. Celle-ci a connu une progression très significative sur le plan de la production. Les quantités produites sont passées de 1,5 milliard litres en 2000 à 3,5 milliards litres en 2019.*

*Par ailleurs, les autres filières (non stratégiques), ont connu des améliorations sur tous les indicateurs d'analyse. A ce titre, la filière des produits maraichers a fortement évolué. Les quantités produites sont plus quadruplées, passant de 33 millions de quintaux à 146 millions de quintaux en 2019. Au niveau de cette filière nous avons relevé la place prépondérante de la pomme de terre, qui est considérée comme étant un produit de large consommation. La production de cette dernière est passée de 9,6 millions de quintaux en 2001 à 50 millions de quintaux en 2019.*

*Ces résultats positifs sont inhérents à l'application de la nouvelle politique agricole, ayant comme objectifs la relance de l'investissement dans le secteur agricole mais aussi la subvention de la production des différentes filières dans le cadre de la nomenclature arrêtée par les pouvoirs publics.*

*Toutefois, ces résultats positifs ne sont pas suffisants pour la réalisation de la sécurité alimentaire du pays d'où le recours régulier au marché international pour combler le déficit de la production nationale, particulièrement dans les filières stratégiques. L'analyse de la*

*balance commerciale agricole a montré la vulnérabilité de l'Algérie où une facture alimentaire élevée est consacrée annuellement pour satisfaire les besoins nationaux. Cette facture est passée de moins de 4 milliards de dollars au début des années 2000 à plus de 8 milliards en 2019. Cependant, les exportations agricoles même si sur le plan de la valeur ont progressé passant de 30 millions de dollars au début de période à presque 300 millions de dollars en fin de période mais ne couvre que 5 % des importations alimentaires.*

*Enfin, nous pouvons conclure que le secteur agricole a enregistré certes des améliorations sur le plan des rendements mais aussi sur le plan de la production. Néanmoins, la couverture des besoins dans la filière lait et céréaliculture demeure un objectif difficilement réalisable au regard de la situation actuelle caractérisée par un recours massif et diversifié au marché mondial. La conjoncture économique de ces dernières années de l'Algérie, marquée par la rareté des ressources, peut être un véritable catalyseur pour la réalisation de performances meilleures. Cela est possible puisque des potentialités existent et des marges de progression sont toujours plausibles. Cependant, l'amélioration des capacités à l'exportation des produits agricoles, ne se limite pas uniquement à l'augmentation de la production, d'autres aspects d'une importance capitale doivent être soigneusement améliorés.*

## Références

1. **Bessaoud O. (2016).** La sécurité alimentaire en Algérie », CIHEAM-IAM Montpellier.
2. **Bessaoud. O. et al. (2019).** Rapport de synthèse sur l'agriculture en Algérie », ENPARD, CIHEAM-IAMM.
3. **Document du MADR (2012).** Le renouveau agricole et rural en marche, revue et perspectives, , Minagri.
4. **Document du MADR (2016).** Contribution du secteur à l'élaboration d'un nouveau modèle de croissance économique).
5. **Rapports CNIS, (2000 à 2020).** Ministère des finances, Douanes algériennes : statistiques du commerce extérieur de l'Algérie.
6. **Rapport (2006)** sur la situation du secteur agricole, Ministère de l'agriculture et de développement rural.
7. **Sahali N., Hadjou L., Djenane A. (2016).** L'agriculture algérienne face aux défis de la sécurité alimentaire : Analyse rétrospective et bilan de la nouvelle politique agricole », GGGR, p.p. 31-42.
8. **Sahali N., (2020).** Les soutiens publics récents dans l'agriculture algérienne et leur impact en matière de sécurité alimentaire : cas de la production laitière au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, Thèse de Doctorat, en Sciences Economiques.
9. **Sahali N. et Sahnoun M., (2019).**L'exportation des produits agricoles en Algérie : avancées, contraintes et opportunités. Séminaire national sous le thème: « Les exportations hors hydrocarbures en Algérie : enjeux, opportunités et contraintes », UMMTizi-Ouzou.
10. **ONIL, (2009 à 2016).** Données sur les réalisations de la filière lait en Algérie.
11. **Série B, (2000-2018).** Ministère de l'agriculture et de développement rural, Direction des statistiques agricoles et des systèmes d'information.

## Textes de lois

1. Arrêté interministériel n°586 du 25.Juin 2000 déterminant la nomenclature des recettes et dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302- 067 « Fonds National de Régulation et de Développement Agricole ».
2. Arrêté interministériel du 02 avril 2014 déterminant la nomenclature des recettes et dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-139 intitulé « Fonds National de Développement Agricole ».

## Annexes

**Tableau N°6:**La part de valeur ajoutée agricole dans le PIB 2000-2017

Année	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09
%	8,4	9,75	9,22	9,81	9,44	7,69	7,54	7,57	6,59	9,34

<b>Année</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>15</b>	<b>16</b>	<b>17</b>	<b>18</b>	<b>19</b>
<b>%</b>	8,47	8,11	8,77	9,85	10,29	11,58	12,21	12,27	12,3	12,4

**Source :** Réalisé par nous-même sur la base des rapports et données collectées auprès de la MADR (DSASI), 2000-2019

**Tableau N°7 :** évolution de la production céréalière, de la superficie et des rendements entre 2000/2015 (Unité : 1000 Qx ; 1000Ha)

<b>Année</b>	<b>00/01</b>	<b>01/02</b>	<b>02/03</b>	<b>03/04</b>	<b>04/05</b>	<b>05/06</b>	<b>06/07</b>	<b>07/08</b>	<b>08/09</b>
production Totale	26 575	19 514	42 644	40 313	35 251	40 128	35 979	15 336	61 227
Superficie Totale	2 402	1 845	2 901	3 000	2 350	2 671	2 873	1 485	3 176
Rendements	11.1	10.6	14.7	13.4	15	15	12.50	10.30	19.30
<b>Année</b>	<b>09/10</b>	<b>10/11</b>	<b>11/12</b>	<b>12/13</b>	<b>13/14</b>	<b>14/15</b>	<b>15/16</b>	<b>16/17</b>	<b>17/18</b>
Production Totale	45 581	37 265	51 336	49 110	34 322	35 555	34 323	34 702	60500
Superficie Totale	2 856	3 333	3 062	2 709	2 506	2 185	3 375	2 371	3 185
Rendements	16.00	14.40	16.80	18.1	13.7	17.2	15.5	14.5	17,7

**Source :** Réalisé par nous-mêmes à partir des données du MADR, série B, 2000 à 2017